

JEAN-PAX MÉFRET

Sur l'autre rive...

en 1962



**«QUE LES PIEDS-NOIRS
AILLENT
SE RÉADAPTER AILLEURS»**

GASTON DEFFERRE, MAIRE DE MARSEILLE

Paris-Presse, 26 juillet 1962

Pygmalion

Événement de la culture

J E A N - P A X M É F R E T

Sur l'autre rive... en 1962

«On ne connaissait pas ça, nous, le verglas. Ni la neige, d'ailleurs. En fait, on ne connaissait pas le froid. Le vrai froid. Celui qui te gèle les os, t'engourdit les mains, te brûle les oreilles, te fait claquer les dents. À Alger, en dessous de dix degrés, on mettait un manteau. Ici, à Rouen, en ce mois de décembre 1962, il fait moins quinze!»

Dans une France peu concernée par le dramatique exode d'un million de Français d'Algérie, un adolescent pied-noir, aguerri par des années de violence, se fraye un chemin dans un univers souvent hostile. Il vient d'avoir dix-huit ans. Il sort de prison politique et porte sa douleur en bandoulière. C'est le temps du rejet, des centres d'accueil improvisés, des repas de la soupe populaire, des poches vides, des fripes trop grandes et des regards blessants. Jean-Pax Méfret relate son itinéraire, balisé d'humiliations, de rancœurs et d'illusions perdues, qui constituaient, à l'époque, le quotidien du monde parallèle de ces immigrés malgré eux.

Un récit sans concession sur les années brutales vécues par les déracinés de l'Algérie française qui avaient cru aux grandes promesses du général de Gaulle.

Né à Alger, Jean-Pax Méfret est journaliste depuis 1970. Il a été notamment grand reporter puis rédacteur en chef, pendant vingt ans, au Figaro Magazine dont il a dirigé les grands dossiers. Il est l'auteur de deux livres sur l'affaire algérienne : une biographie de Bastien-Thiry, l'organisateur de l'attentat du Petit-Clamart, et un récit sur son enfance dans un pays livré au terrorisme et à la guerre : 1962, L'Été du malheur.

Pygmalion

Extrait de la publication

SUR L'AUTRE RIVE...
EN 1962

DU MÊME AUTEUR

1962, L'ÉTÉ DU MALHEUR

*

JUSQU' AU BOUT DE L' ALGÉRIE FRANÇAISE

Bastien-Thiry

*

UN FLIC CHEZ LES VOYOUS

Le commissaire Blémant

*

LE VOL DES BIJOUX DE LA BÉGUM

Les dessous de l'enquête

*

LA SALE AFFAIRE MARKOVIC

JEAN-PAX MÉFRET

SUR L'AUTRE RIVE...
EN 1962



Pygmalion

Extrait de la publication

Sur simple demande adressée à
Pygmalion, 87 quai Panhard-et-Levassor 75647 Paris Cedex 13,
vous recevrez gratuitement notre catalogue
qui vous tiendra au courant de nos dernières publications.

© 2012, Pygmalion, département de Flammarion
ISBN 978-2-7564-0821-7

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5 (2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

*À Paul, mon frère,
qui a vécu en première ligne
cette époque de privations
et de douleurs sauvages.
En hommage à nos parents.*

LES NAUFRAGÉS DE L'HISTOIRE

« *Étrangers dans des villes*

Qui nous tournaient le dos

Logés dans des asiles

*Qui nous glaçaient les os*¹. »

On ne connaissait pas ça, nous, le verglas. Ni la neige, d'ailleurs. En fait, on ne connaissait pas le froid. Le vrai froid. Celui qui te gèle les os, t'engourdit les mains, te brûle les oreilles, te fait claquer les dents. À Alger, en dessous de dix degrés, on mettait un manteau. Ici, à Rouen, en ce mois de décembre 1962, il fait moins quinze ! C'est un hiver polaire.

Partout en France, le mercure oscille de moins dix à moins vingt-cinq. De nombreux ports sont paralysés par des banquises, les fleuves et les rivières charrient des blocs de glace. J'ai rajouté des semelles en carton dans mes godillots pour isoler mes pieds du sol gelé. Je porte un duffle-coat usé et des gants de laine rêche offerts par la Croix-Rouge. J'avance en funambule sur les pavés disjoints.

1. *L'Été 62* – chanson de l'auteur.

À l'extérieur de la ville, tout est figé au travers d'un brouillard blanchâtre. Les baraquements aux toits de tôle du centre d'hébergement des rapatriés ont l'aspect sinistre d'un goulag. Des familles d'une communauté gitane d'Algérie y sont entassées depuis l'été. J'ai grimpé jusqu'ici pour rencontrer Manolo, un joueur de guitare. On m'a dit qu'il vivait au bâtiment numéro 4.

À l'entrée des habitations, trois gamins alimentent un brasero avec le contenu d'une poubelle. De maigres flammes bleues s'échappent d'une vieille lessiveuse percée de trous semblables à des impacts de balles de gros calibre. Les jeunes garçons ont le visage protégé par de larges écharpes taillées dans une couverture grise. Ils flottent dans des manteaux trop grands et sont coiffés de bonnets de laine. Je ne vois que leurs yeux mi-clos, des regards noirs qui m'observent avec méfiance.

Je me rapproche d'eux et leur lance, sur un ton complice, en posant mes mains au-dessus de ce feu de misère :

— Ça, c'est une bonne idée ! Mais ça ne remplacera jamais notre soleil !

Sans me répondre, ils continuent à balancer mécaniquement des détritres au milieu des flammes.

— Dire qu'à Alger, tous les hivers, on rêvait de la neige pour pouvoir faire un bonhomme. On en avait tellement envie qu'on en bâtissait les jours de grêle ! Ça ne tenait pas, bien sûr, mais...

Je parle dans le vide. Ils ne réagissent pas. C'est toujours le silence. Long et pénible. Dououreux, surtout. Je sais ce qu'ils ressentent. Ils vivent dans une bulle, à l'écart du monde qui les entoure. L'indifférence, voire l'hostilité du voisinage conduit à ce repli sur soi-même. Tout ce qui n'est pas de chez eux semble contre eux.

LES NAUFRAGÉS DE L'HISTOIRE

Ont-ils entendu que j'étais d'Alger ? Peut-être pas. Les enfants pieds-noirs ont appris à garder les oreilles sourdes et la bouche muette. Moins on en dit, mieux on se porte. C'est la leçon des aînés. Question de sauvegarde.

Pas la peine d'insister, ils ne me répondront pas. Je reste près d'eux. Je grelotte, les pieds enfoncés dans la neige. Ils sont devant moi, en demi-cercle. Absents. Ils doivent avoir une dizaine d'années. C'est l'âge de mon frère. Lui aussi parle peu. Les médecins de Rouen qualifient ce mutisme de choc émotionnel. Beaucoup de pré-ados rapatriés d'Algérie en sont victimes. Dans de nombreuses écoles, ils subissent les remarques allusives de certains profs politisés. En cours de récré, ils sont mis à l'index et raillés pour leur accent. Ça castagne dur, parfois. Les punitions tombent, assorties de commentaires blessants sur leur origine et leurs manières. Des brimades qui s'ajoutent à leur quotidien misérable entre une grand-mère qui pleure, un grand-père qui enrage, un père qui cherche du travail et une mère qui fait la queue au Secours catholique pour obtenir un kilo de pâtes, des morceaux de sucre et de la chicorée. Six mois que ça dure. Six mois que tout a subitement basculé pour la communauté française d'Algérie. Une vie à refaire.

Certes, tous les pieds-noirs ne sont pas dans la même précarité. Les différences sociales qui existaient là-bas n'ont pas disparu ici malgré le grand chambardement. Mais c'est bien la majorité d'entre eux qui subit en première ligne les calamités de cette épouvantable épreuve. Ceux qui représentaient les soixante-douze pour cent de la population française d'Algérie dont le niveau de vie était de dix à quinze pour cent inférieur à celui des Français de métropole. Les modestes et les pauvres le

sont davantage qu'hier. Les riches et les aisés le sont beaucoup moins que demain.

Le blizzard s'est levé. Il balaye les flammes du brasero, fouette nos visages, efface le paysage. Sans un mot ni un regard, les trois gamins s'en vont d'un pas lourd, le dos plié, les épaules rentrées. Ils se tiennent par la main et disparaissent dans les tourbillons de poudreuse. Je renonce à les suivre et je me dirige vers le seul bâtiment que la tempête de neige me permet encore d'entrevoir. Je frappe en poussant la porte sans attendre une réponse : il fait trop froid.

La pièce est un assemblage de cloisons préfabriquées au plafond dentelé de fines stalactites et aux vitres blanchies par le givre. C'est un immense dortoir où flotte une fumée âcre. Le sol est encombré de valises ouvertes, de boîtes de conserve et de journaux froissés. Des lits de camp en désordre sont disposés en étoile à partir d'un poêle à charbon auprès duquel une vieille dame est assise. Elle s'est emmitouflée jusqu'aux oreilles dans un édredon frappé des initiales AP de l'Assistance publique. Dans ses mains protégées par d'inattendus gants de ski, elle tient une statuette représentant Santa Cruz, la sainte patronne des Oranais. Elle lève sur moi des yeux ourlés de longs cils noirs. Elle ne semble pas étonnée par ma présence.

— Y a personne, dit-elle d'une voix faible. Vous voulez quoi ?

— Je suis rentré pour m'abriter du froid.

Elle grimace.

— Pfff... Dehors ou ici, c'est la même glacière ! Y a qu'à voir l'eau de la bassine : elle est gelée ! Quê quieres ? répète-t-elle, en espagnol, cette fois.

— Je cherche Manolo, le guitariste.

LES NAUFRAGÉS DE L'HISTOIRE

— Pourquoi ? Eres de Orán ?

— Non. Je suis d'Alger.

— Alger ? s'étonne-t-elle. Aussi les gens d'Alger y z'ont été envoyés ici, au pôle Nord ?

— Alger, Oran, Bône, Constantine... c'est pareil, madame. On est tous dans la même galère.

Elle soupire, dégage sa tête de l'édredon qui l'enveloppe et laisse apparaître de longs cheveux cendrés qui glissent sur une robe noire. Elle a le visage émacié d'une danseuse de flamenco. De larges anneaux de cuivre se balancent à ses oreilles. Elle retire un de ses énormes gants de ski et me le fait voir, accablée.

— Regarde !!! La Croix-Rouge qui m'a donné ça !

— Moi aussi, dis-je en montrant les miens.

— Ah oui ? Toi aussi ?

Sa voix est plus douce.

— Allez, assieds-toi là, sur le lit.

Son visage s'illumine. Nous sourions tous les deux. Elle remet son gant et reprend à deux mains la statuette. La chaleur du poêle fait du bien. Dehors le blizzard continue de souffler. La vieille dame ne m'a toujours pas dit son nom. Moi non plus d'ailleurs. Mais elle parle, elle parle. Du quartier de la Marine où son père, venant d'Espagne dans les années 1880, s'installa avec sa mère enceinte. De sa naissance dans le lit familial, de son mariage avec un zouave mort pour la France aux Dardanelles en 1915 pendant qu'elle attendait leur bébé. De sa vie de repasseuse, de ses cousins républicains espagnols qui, fuyant le franquisme se réfugièrent chez elle après la guerre d'Espagne, de son fils enlevé par le FLN quelques jours après le cessez-le-feu et disparu à jamais, de sa belle-fille et ses petits-enfants dont elle n'a toujours pas de nouvelles depuis qu'elle a quitté Oran.

— Des amis de mon pauvre garçon m'ont embarquée de force dans le bateau, explique-t-elle comme pour s'excuser. Ils disaient que je n'étais plus en sécurité dans le quartier. Plusieurs Européens avaient été égorgés dans leur appartement. Ils sont venus me chercher. Je n'ai pas eu le temps de faire ma valise. J'ai pris la cabassette¹ et j'ai mis quelques affaires, des vêtements, ma carte d'identité, les photos de mes morts et Santa Cruz.

Elle fait le signe de croix et pose ses lèvres sur la statue de plâtre.

— C'est tout. Quel malheur, madre de Dios. Ils étaient comme des fous ! Depuis toujours, je les connaissais. J'ai grandi dans la même rue avec leur grand-mère et leur grand-père. Je les ai vus naître et ils voulaient me tuer. Quand la voiture est arrivée pour m'emmener au port, ils m'ont crié des insultes, ils ont jeté des grosses pierres, les gamines hurlaient des youyous, leurs frères montraient des couteaux qu'ils passaient sur leur gorge. D'autres étaient déjà entrés chez moi et, de mon balcon, ils balançaient les pots de fleurs sur l'automobile. Pourquoi, pourquoi ?

La vieille dame pleure. Anéantie. Je baisse les yeux, respectant son chagrin. Je ne sais pas trop quoi faire, pas trop quoi dire. À quoi bon lui expliquer qu'elle a été victime de ceux qu'on a appelés « les Marsiens », ces Algériens qui ne s'étaient pas engagés pour l'indépendance et qui, après les accords de mars, se sont déchaînés contre les pieds-noirs et les harkis.

— J'ai eu très peur, très peur. Mais la tristesse m'a fait plus de mal encore ! Après... Après, on m'a mise

1. Petit cabas.

LES NAUFRAGÉS DE L'HISTOIRE

dans le bateau. Tout en bas, dans la cale. J'ai même pas pu voir Oran une dernière fois.

Un cargo l'a débarquée au Havre alors qu'elle pensait arriver à Sète. Des manifestants communistes insultaient les passagers entassés sur les quais après une traversée éprouvante. Un voyage en car jusqu'à Rouen pour échouer dans ce centre d'hébergement.

— J'peux pas supporter, j'ai plus la force, se lamentait-elle.

Elle essuie ses yeux avec un chiffon qu'elle sort de sa manche et se recroqueville dans son édredon.

— Comment on nous regarde, ici ! Comment on parle de nous ! J'ai plus de quatre-vingts ans, mon fils. Je suis seule, sans pays, sans maison, sans famille, sans argent. Si y avait pas les gens de Saïda¹ qui m'aident, je serais morte. En France, tout le monde se fout de ce qui nous arrive.

C'est souvent vrai. La détresse de ces naufragés de l'Histoire n'a pas provoqué un élan de solidarité nationale. En juillet 1962, au plus fort de l'exode, un sondage de l'IFOP le laissait déjà pressentir : soixante et un pour cent des Français de métropole refusaient toute idée de sacrifice à l'égard des Français d'Algérie. Treize pour cent, seulement, considéraient que la tragédie algérienne constituait encore une vraie préoccupation. Les autres avaient tourné la page.

Les mois écoulés n'ont pas amélioré la situation. On continue de regarder les pieds-noirs comme des voleurs de terres, de riches colons qui ont fait « suer le burnous ». En 1955, Albert Camus avait déjà dénoncé cette stupide

1. Commune du Sud oranais.

légende : « À lire une certaine presse, il semblerait vraiment que l'Algérie soit peuplée d'un million de colons à cravache et à cigare, montés sur Cadillac. (...) Les hommes de ma famille étaient pauvres et sans haine. Ils n'ont jamais exploité ni opprimé personne. Les trois quarts des Français d'Algérie leur ressemblent. » La fausse et sale image perdue. On les prend pour les descendants de l'armée de la conquête alors qu'ils sont les enfants des convois de peuplement de ce territoire baptisé Algérie par la France le 14 octobre 1839. On leur jette au visage le système colonial alors qu'Alger, Oran et Constantine étaient départements français depuis 1848. On les rend responsables de tout alors qu'ils n'avaient le pouvoir sur rien. C'est un jugement noir que les Français de métropole portent sur leurs compatriotes d'outre-Méditerranée. Noir comme le deuil qui enveloppe cette communauté. Très peu, ici, en prennent conscience. Comment pourraient-ils réagir autrement ? La plupart des journaux s'alignent sur les commentaires stigmatisants du gouvernement français.

Dès les prémices de l'exode, Louis Joxe, ministre des Affaires algériennes, avait donné le ton par une formule infecte qualifiant le million de pieds-noirs de « *mauvaise graine de fascisme*¹ ». Feignant d'oublier que ces gens qu'il insultait gravement s'étaient battus pour la France pendant les trois grandes guerres depuis celle de 1870. C'est en Algérie française, qu'il compare aujourd'hui à un semis de « fascisme », que Louis Joxe, révoqué par

1. Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Éd. de Fallois/Fayard, 1994. Sauf mention contraire, toutes les déclarations du président de la République Charles de Gaulle, ou de ses ministres, sont extraites de ce livre.

LES NAUFRAGÉS DE L'HISTOIRE

Vichy, avait trouvé refuge comme enseignant à l'automne 1940. À Alger, devenue en 1943 capitale de la France libre, conséquence heureuse du débarquement américain du 8 novembre 1942, que Joxe avait exercé, dans les bâtiments du lycée Fromentin, les fonctions de secrétaire général du Comité français de la libération nationale, puis du gouvernement provisoire de la République.

Louis Joxe était l'un des négociateurs et signataires des accords d'Évian du 18 mars 1962 censés « *protéger la garantie, les droits et la dignité des Français d'Algérie*¹ ». Des accords approuvés par référendum. L'échec de leur application avait provoqué la désespérance et la panique de la population dite européenne dont l'armée française n'assurait plus la sécurité. Les autorités responsables ne se sentaient plus concernées. Pire ! Dès les premières arrivées en masse, Joxe fit savoir qu'il ne voulait pas que les pieds-noirs restent en France ni qu'ils retournent en Algérie. Il suggérait de faciliter leur émigration « *en Argentine, au Brésil ou en Australie*² ». Le tout nouveau Premier ministre, Georges Pompidou, avait ajouté, avec cynisme : « *Ils représenteraient la France et la culture française*³. » Opposé à cette idée, de Gaulle envisageait de les expédier sur « *la Nouvelle-Calédonie ou la Guyane pour défricher les terres*⁴ ».

Le général ne s'attendait pas à un départ massif des Français d'Algérie. « *Une centaine de milliers seulement*, disait-il. *Les colons avec leurs familles qui profitaient du*

1. Alain Peyrefitte, *op. cit.*

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

*régime colonial*¹. » Il était convaincu que le reste de la population européenne s'adapterait à l'indépendance et continuerait à vivre sur le territoire : « *L'Algérie nouvelle aura besoin d'eux et ils auront besoin d'elle*². » Le gouvernement avait donc mis en place pour l'année 1962 une structure d'accueil limitée à soixante-dix mille arrivées. En quatre mois, de mai à août, un demi-million de personnes débarquèrent d'Algérie, dont près de deux cent mille à Marseille pour le seul mois de juin !

Au début des premières vagues humaines, Robert Boulin, secrétaire d'État aux Rapatriés, essaya de minimiser ce qui allait être le plus grand exode de l'après-guerre. « *Des vacanciers*³ », expliquait-il, pendant qu'en Algérie les autorités françaises prenaient des mesures pour endiguer le rythme frénétique des départs. Les rotations quotidiennes des navires furent réduites de seize à trois. Sur les quais des ports et dans les aéroports où s'entassaient, dans une chaleur de braise, des milliers de personnes, les contrôles à l'embarquement devinrent encore plus rigoureux. Tous les hommes devaient remettre leur carte d'identité qui était envoyée par avion militaire en métropole et dont ils recevaient une photocopie. Le document original leur était rendu en France, à la descente du bateau, après confrontation avec son duplicata.

Ces vérifications qui ne servaient à rien, sinon à amplifier une monstrueuse pagaille, retardaient les départs. Le but du gouvernement était atteint. Les arrivées en France se fluidifiaient. Mais il y avait de plus en plus de familles en détresse sur les quais d'Alger, d'Oran et de Bône. Et

1. Alain Peyrefitte, *op. cit.*

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

LES NAUFRAGÉS DE L'HISTOIRE

toujours le même déchirant spectacle de vieillards en larmes et d'enfants apeurés. Sans attendre l'autorisation de l'État, les compagnies maritimes décidèrent, dans un élan humanitaire, de reprendre et d'intensifier les allers sans retour.

L'Algérie se vidait de sa population européenne, cette mosaïque composée de Français de souche et de Français par choix qu'on appelait les « néos ». Certains étaient arrivés par la force, éloignés par les régimes politiques successifs. D'autres y avaient été incités par les propositions alléchantes de la France affichées sur les murs et colportées dans tout le Bassin méditerranéen. Les premiers étaient des aventuriers, des aristocrates en rupture de république, des condamnés de la première Commune, des exilés d'Alsace-Lorraine, des Corses, des viticulteurs du Midi, des montagnards des Alpes pauvres... Les « néos » étaient des pêcheurs de Sicile et de Sardaigne, des plâtriers de Calabre, des charcutiers de Toscane, des épiciers et des jardiniers de l'île de Malte. D'autres avaient traversé la mer à la rame depuis les Baléares, suivis par des maçons de Catalogne et des boulangers d'Alicante. On trouvait aussi quelques centaines de Suisses, de Britanniques, d'Irlandais, d'Allemands, de Russes, de Belges.

Depuis 1830, ces émigrés avaient progressivement peuplé l'Algérie où vivaient déjà près de trois millions d'habitants arabo-berbères de religion musulmane et trente mille israélites¹. C'étaient, dans leur grande majorité, des êtres simples qui avaient apporté leur contribution à la mise en valeur de ce pays. Des petites gens et

1. Le recensement de 1954 va dénombrer huit millions sept cent mille musulmans et un peu plus d'un million d'Européens.

non des « petits Blancs », ce terme péjoratif visant à faire croire qu'ils profitaient de leur statut pour dominer et exploiter la population locale. Ils n'avaient pas découvert le paradis promis, mais des terres marécageuses qu'il leur avait fallu assécher, bravant les fièvres qui décimèrent des familles entières. Beaucoup avaient d'ailleurs renoncé à fertiliser ce sol qui buvait leur sang. Mais, trop démunis pour retourner dans leur pays d'origine, ils s'étaient installés dans les villes ou les villages qui prenaient forme, faisant divers métiers, ouvrant des échoppes, ou travaillant pour des patrons. Les pauvres savent souvent tout faire de leurs dix doigts.

L'Algérie, c'était la terre d'espoir de ceux qui rêvaient d'une vie nouvelle dans le sillage de « la mission civilisatrice » décidée par la gauche française. « *Les races supérieures ont le devoir de civiliser les races inférieures* », disait le socialiste Jules Ferry¹. Les familles qui arrivaient en Algérie n'avaient pas le sentiment d'appartenir à une race supérieure. Elles avaient planté leurs racines sur ce territoire depuis quatre, parfois cinq générations. L'Algérie, possession turque depuis trois siècles et conquise par la France après vingt-sept ans de combats, était devenue un pays débarrassé de ses maladies endémiques², couvert de vignobles, garni de vergers, irrigué de canaux, sillonné de routes et de voies ferrées, équipé de ports, jalonné de villes et de villages avec des hôpitaux et des écoles.

L'Algérie, c'était la France. On n'avait jamais cessé de le répéter à ces centaines de milliers d'Européens qui

1. Discours à la Chambre des députés, le 28 juillet 1885.

2. Paludisme, trachome, syphilis.

TABLE

Les naufragés de l'histoire	9
Des années d'horreur	25
Le vestiaire de la Croix-Rouge	51
Un voyage aux Antilles	69
Une étudiante allemande	93
En prison à domicile	121
Un triste Noël	145
Un hôtel pas comme les autres	163
Rejeté de Marseille	179
<i>Relever le défi</i>	199

Mise en page
PCA
44400 Rezé

N° d'édition : L.01EUCN000328.N001
Dépôt légal : mai 2012